

les divers organes du gouvernement, le droit inaliénable de recours de tous les citoyens face à l'abus de pouvoir, une fonction publique impartiale où nominations et avancement se font sur la base du mérite, et un respect des droits politiques et civils fondamentaux de tous les citoyens - y compris le droit de parole et le droit d'assemblée. Il est essentiel que le document de clôture contienne un renvoi évident à la primauté du droit et un engagement résolu envers cette dernière.

Le Canada est un nation unique du fait de son héritage multiculturel, qui a enrichi notre culture, favorisé notre prospérité et défini notre démocratie.

L'Europe s'écarte actuellement de la menace de conflit qui a toujours existé entre les États. Mais dans le processus, les veilles animosités - en veilleuse et non réglées - refont surface. La fin des tensions entre les États ne peut être obtenue au prix de tensions intestines. La démocratie et la prospérité dépendent de la paix extérieure et de la paix interne. La protection et le respect des droits des minorités sont essentiels à cette paix.

Durant cette Conférence, le Canada proposera que le document de clôture contienne:

- un ferme engagement envers les droits humains des membres des minorités;
- l'engagement d'encourager la tolérance et celui de prendre des mesures rigoureuses pour mettre fin à la propagande haineuse à l'encontre des minorités;
- des mécanismes pour régler les problèmes particuliers des minorités au fur et à mesure qu'ils se présentent.

Le Canada fera des propositions précises dans chacun de ces domaines. Nous proposerons que soit ajoutée au mécanisme de la dimension humaine une nouvelle mesure qui permettrait d'apaiser les conflits et de promouvoir le dialogue grâce à la nomination de rapporteurs chargés d'enquêter sur certaines situations et de faire rapport aux gouvernements concernés et à la CSCE.

En proposant ces dispositions, nous reconnaissons qu'il n'existe aucune loi ou constitution pour protéger les droits des minorités et empêcher les tensions et les préjugés. La seule garantie réside dans l'existence de sociétés guidées par la tolérance et le respect. Cependant, la CSCE, en encourageant la démocratie, la plus libre circulation des personnes, de l'information et des idées, et en accroissant les contacts entre les personnes exerce - et peut exercer - une influence cruciale sur l'évolution de l'ensemble de nos sociétés.